

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Entretien-sur-l-embargo-Economique-des-Etats-Unis-contre-Cuba>

Entretien sur l'embargo Économique des États-Unis contre Cuba

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : lundi 13 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Entretien de Johana Tablada, sous-directrice de la Direction de l'Amérique du Nord du Ministère des Affaires étrangères de Cuba, nous a accordé un entretien pour parler de l'Embargo Économique des États-Unis contre Cuba qui vient d'avoir 50 ans et une dizaine de présidents.

L'un des arguments avancés par les partisans de l'embargo, c'est que c'est une excuse du gouvernement cubain pour lui attribuer toutes ses erreurs.

S'il s'agit d'une excuse qu'ils enlèvent donc le blocus, pourquoi ils ne l'enlèvent pas et que la vie dise où est la vérité ? Ils ne le font pas parce que c'est une manière de nous faire pression, ils nous poursuivent et nous évaluent pour dire : regardez ! Ils vont très mal. Il a été ainsi pendant 50 ans.

Quels sont les principaux dommages causés par l'embargo ?

Une journée ne suffirait pas pour tout parler mais si l'on veut résumer, l'essentiel c'est qu'il a empêché à Cuba de se développer à sa pleine capacité. Il nous empêche d'avoir des relations avec les états-uniens et il ne nous permet pas non plus d'interagir avec le reste du monde dans des conditions normales. Le blocus a une dimension extraterritoriale et exerce des pressions sur des tiers pays dans le but de faire tomber le système cubain pour imposer un autre qui lui fera plaisir.

Mais vous commercer avec tous les pays du monde ?

La vérité c'est qu'on ne peut pas commercer avec tous. Aucun produit avec plus de 10% de composants cubains ne peut entrer aux États-Unis, donc si une entreprise japonaise veut utiliser notre nickel puis elle ne pourra pas exporter le produit aux États-Unis.

En outre, ils nous interdisent d'acheter dans n'importe quelle partie du monde les produits contenant plus de 10% de composants états-uniens, le blocus l'empêche et punit toute entreprise qui le viole.

Cela arrive aussi dans les transactions financières, nous ne pouvons pas ouvrir des comptes bancaires si leurs opérations se déroulent dans une banque correspondante aux États-Unis, et avec la mondialisation il est très difficile d'opérer avec ces contrôles.

Tous les navires touchant les ports cubains ont 180 jours de pénalisation pour entrer aux États-Unis. Qui va accepter de venir dans les Caraïbes avec l'interdiction de toucher après les ports les plus importants dans la région ?

Il y a même des lois états-uniennes qui pénalisent l'investissement étranger à Cuba, elles le punissent ...

Qui a reçu de telles punitions ?

Deux exemples, les visas des États-Unis ont été refusés pour les dirigeants de l'entreprise canadienne Sherritt depuis qu'ils ont investi dans le nickel cubain et la compagnie espagnole Sol Meliá a dû choisir entre le maintien de

ses entreprises en Floride ou ses investissements à Cuba.

Tout cela semble contradictoire avec la politique de vente de denrées alimentaires.

Il n'y a pas de « politique », ce n'est qu'une fenêtre dans le blocus produit d'une forte campagne du lobby agricole des États-Unis allié avec des organisations humanitaires qui considèrent une cruauté le fait de nier des médicaments et des aliments.

Il ne peut même pas être appelé de commerce, nous ne pouvons leur vendre rien, il est très restreint et se réalise dans des conditions commercialement obsolètes et non rentables, il n'y a pas de crédit et on doit payer à l'avance et comptant.

Le lobby pétrolier est plus important que l'agricole, l'apparition du brut dans des eaux cubaines ouvrira-t-elle une fenêtre plus grande ?

On ne le sait pas encore mais il y a un consensus croissant parmi les états-uniens pour que les voyages soient permis, les relations restaurées et que les entreprises pétrolières soient autorisées à participer dans le programme pétrolier cubain. Cuba ne soutient aucune discrimination à l'encontre des compagnies nord-américaines.

Légende : L'embargo des États-Unis touche tous les secteurs de la société.

Obama a autorisé les voyages des cubains-américains et a éliminé les restrictions sur l'envoi de l'argent. Maintenant les fonctionnaires des États-Unis se plaignent que Cuba n'a pas répondu avec d'autres gestes.

Nous avons dit publiquement que nous sommes ouverts au dialogue sans conditions et en 2009 nous avons présenté aux États-Unis un projet d'ordre du jour avec 7 sujets. Nous avons inclus le blocus, mais aussi des questions moins sensibles d'intérêt commun, un projet d'accord migratoire, la restauration du courrier postal direct, un accord pour la lutte contre le narcotrafic, la coopération en cas de catastrophes naturelles et le rapprochement de nos communautés scientifiques. Ils ne nous ont jamais répondu.

Ce n'est pas trop demander à Obama de lever l'embargo si seul le Congrès peut le faire ?

Le blocus est un échafaudage de sanctions très complexe et tout n'est pas codifié par le Congrès. En plus, dans presque toutes ces restrictions, il existe un alinéa qui dit qu'elles ne peuvent pas être appliquées en cas d'Intérêt National ou si le président n'en dispose autrement. Le président des États-Unis a une longue liste de prérogatives pour permettre une plus grande flexibilité sur des questions telles que la médecine, les enfants cubains auront ainsi d'accès à des médicaments, des antibiotiques, des matériels et des appareils dont l'absence entrave certaines procédures chirurgicales.

L'une des raisons pour l'embargo est que Cuba ne paie pas les entreprises des États-Unis qui ont été nationalisées en 1959, est-ce vrai ?

Les étasuniens n'ont pas été les seuls, au moins 15 d'autres pays -la Suisse, l'Allemagne, l'Espagne- ont eu des propriétés nationalisées. Tous les autres ont été compensés et un grand nombre de ces entreprises sont de retour à Cuba. États-Unis a été le seul qui a démissionné d'accepter l'entente de compensation, il lui semblait plus attrayant l'invasion par Playa Girón (Baie des Cochons) qu'il planifiait.

Quelles sont à votre avis les perspectives d'avenir ?

La plupart des Nord-américains aimeraient avoir une bonne relation avec Cuba. Pour beaucoup d'entre eux, comme pour beaucoup de cubains, l'idée de travailler ensemble pour un projet de justice sociale reste plus attractive que l'idée de se battre pour faufiler dans « le célèbre 1% ». Tout en étant un pays pauvre et bloqué, Cuba a démontré qu'il est possible de construire une société dans laquelle tous les enfants aient un endroit pour dormir et aillent à l'école, ce qui pour beaucoup dans le monde représente un miracle. Seulement pour cette raison Cuba mérite la disparition du blocus.

[Cuba MiniRex](#). La Habana, 13 de febrero de 2012.